

23 décembre 2014

Mr. Lewis Hawke
Responsable du secrétariat du PEFA
Washington, D.C.

Objet : Réponse conjointe de la société civile aux révisions du Cadre PEFA

Cher Mr. Hawke,

Félicitations pour votre nomination en qualité de responsable du Secrétariat du Programme des dépenses publiques et de responsabilité financière (PEFA). Nous, à savoir l'International Budget Partnership (IBP), l'Initiative mondiale pour la transparence des finances publiques (GIFT) et Publish What You Fund (PWYF), nous réjouissons à l'idée de renforcer notre relation avec le Secrétariat sous votre direction.

En octobre 2014, l'IBP et PWYF, de concert avec nos partenaires des organisations de la société civile (OSC) d'environ 50 pays, ont soumis une réponse conjointe au projet révisé du cadre PEFA. Nous avons proposé trois principales recommandations pour améliorer le cadre : 1) renforcement des indicateurs de transparence, 2), intégration d'un nouvel Indicateur sur la participation du public en matière de budgétisation, et 3) rétablissement des indicateurs relatifs à l'aide des bailleurs de fonds. Veuillez trouver ci-joint une copie de nos propositions à titre de référence.

L'IBP a également collaboré avec l'Initiative GIFT afin de proposer des recommandations spécifiques et un projet de texte sur la façon dont la participation du public pouvait être intégrée dans le cadre PEFA d'une manière pratique et mesurable. Cette soumission a été effectuée par l'Initiative GIFT à la demande du Secrétariat du PEFA. Une copie de la soumission de GIFT est également jointe à titre de référence.

Nous avons ensuite invité le Secrétariat du PEFA à assister à une réunion d'experts budgétaires de la société civile organisée par l'IBP à Washington, DC, le 13 novembre 2014. Trois membres du personnel du Secrétariat ont assisté à la réunion et recueilli les commentaires des experts budgétaires de plus de 20 pays sur l'importance d'inclure des indicateurs sur la participation du public dans le cadre révisé.

La semaine dernière, le Secrétariat du PEFA a répondu aux commentaires qu'il avait reçus des différentes parties prenantes et décrit les changements qu'il envisageait d'apporter au cadre.

Après avoir examiné attentivement les plans du Secrétariat du PEFA, nous tenons à exprimer notre déception à l'égard du fait que nos recommandations sur la participation

publique et les pratiques des bailleurs de fonds n'ont pas été intégrées dans le cadre révisé, et que l'exclusion de ces recommandations du cadre révisé n'est pas suffisamment justifiée, malgré le soutien considérable de la part la communauté en charge de la GFP en faveur de leur inclusion.

La mise à jour du Secrétariat stipule que le cadre révisé du PEFA ne contiendra pas d'indicateurs permettant d'évaluer la participation du public dans le processus budgétaire. Bien que les lignes directrices révisées suggèrent que la participation du public peut être reproduite dans la section 2.4 du rapport du PEFA, on voit mal comment cette section du rapport abordera cette question avec cohérence à travers les pays. Les observations du Secrétariat suggèrent également que les indicateurs sur l'aide des bailleurs de fonds ne seront pas réintégrés dans le cadre révisé, et que l'impact des pratiques des bailleurs de fonds sur les systèmes de gouvernement sera plutôt mis en évidence dans le rapport sur la performance. Même si, une fois encore, il est difficile de savoir comment ces informations seront recueillies et utilisées, ou si elles seront formellement prises en compte dans le cadre de l'évaluation d'un pays.

Depuis l'introduction du cadre PEFA, de nombreuses OSC ont bénéficié des rapports du PEFA. Tant l'IBP que PWYF utilisent ces rapports régulièrement pour renforcer les preuves que nous recueillons sur les problèmes rencontrés dans la gestion des finances publiques et la transparence dans les budgets nationaux. Nous estimons que ce serait une grande perte si les futurs rapports du PEFA ne devaient pas identifier et évaluer de façon adéquate les tendances émergentes en matière de gouvernance des finances publiques.

Il existe un consensus croissant parmi les acteurs de la gestion des finances publiques selon lequel la participation du public en matière de budgétisation est une composante essentielle de tout système de gestion des finances publiques s'efforçant d'atteindre les trois niveaux de résultats budgétaires que le PEFA vise à soutenir. Ce consensus est affirmé par les Principes de haut niveau sur la transparence des finances publiques émises par l'Initiative GIFT, qui ont également été approuvés par une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies. Ce consensus est également soutenu par le Fonds monétaire international, qui indiquait récemment que la participation du public était un indicateur dans son code révisé de transparence des finances publiques, et par l'Organisation de coopération et de développement économiques, qui a de même inclus la participation du public dans ses Principes de gouvernance budgétaire.

En outre, un objectif clé du cadre PEFA est de faciliter l'harmonisation du dialogue sur la performance de la GFP, les besoins de réforme, et le soutien des bailleurs de fonds. Étant donné que plusieurs des pays qui sont évalués par le PEFA sont classés comme des bénéficiaires importants de l'aide, il est important de prendre en compte la manière dont l'impact des facteurs externes, tels que le décaissement tardif, les flux hors budget, le manque de prévisibilité et l'aide liée, peut nuire aux résultats budgétaires de ces pays. Cela doit être pris en compte systématiquement pays par pays afin d'assurer une évaluation juste.

Les citoyens et les OSC sont des alliés clés pour le programme PEFA dans la construction de la volonté politique de leurs gouvernements afin de faire et de soutenir des réformes dans les systèmes de gestion des finances publiques. **Faute de respecter et de soutenir les priorités clés définies par les citoyens et les OSC qui travaillent pour améliorer les processus budgétaires**

nationaux, une occasion unique de construire un large soutien en faveur du nouveau cadre PEFA pourrait être manquée. Dans ce contexte, si les rapports du PEFA n'intègrent pas les indicateurs sur la participation du public et sur les bailleurs de fonds, ils risquent de perdre un certain intérêt.

Nous vous encourageons vivement à reconsidérer les indicateurs proposés sur participation du public et les activités des bailleurs de fonds. Nous souhaiterions avoir l'opportunité de discuter de nos préoccupations avec vous plus en détail et de fournir des recommandations pratiques pour répondre à nos préoccupations dans le cadre révisé.

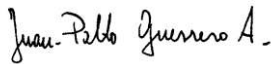
Cordialement,



Warren Krafchik
Directeur
International Budget Partnership



Rachel Rank
Directeur
Publish What You Fund



Juan Pablo Guerrero
Directeur du réseau
Initiative mondiale pour la transparence des finances publiques (GIFT)

Organisations internationales

Africa Health Budget Network
Civil Society Platform for Peacebuilding and Statebuilding
Global Integrity

Organisations nationales de la société civile

Afghanistan : Integrity Watch Afghanistan
Albanie : Albanian Socio Economic Think Tank / Université de Tirana
Algérie : Association Nationale de Finances Publiques
Arménie : Transparency Armenia
Azerbaïdjan : National Budget Group and Public Finance Monitoring Center
Bangladesh : Centre on Budget and Policy
Bolivie : Centro de Estudios para el Desarrollo Laboral y Agrario
Bulgarie : Industry Watch Group
Brésil : Instituto de Estudos Sócioeconômicos
Burkina Faso : Centre Pour La Gouvernance Démocratique
Cambodge : The NGO Forum on Cambodia

Cameroun : Budget Information Center and AfroLeadership
Tchad : GRAMP-TC
Côte d'Ivoire : Social Justice
Croatie : Institute of Public Finance
République démocratique du Congo : Réseau Gouvernance Economique et Démocratique
République dominicaine : Fundación Solidaridad de República Dominicana
Équateur : Grupo FARO
Égypte : Egypt Center for Economic and Social Rights
Guinée équatoriale : Marcial Abaga Barril
Fidji : Citizens Constitutional Forum
France : Association pour la Fondation Internationale de Finances Publiques
Géorgie : Transparency International Georgia
Guatemala : Centro Internacional para Investigaciones en Derechos Humanos
Hongrie : Fiscal Responsibility Institute
Irak : Iraqi Institute for Economic Reform
Italie : Sbilanciamoci
Jordanie : Partners - Jordan
Kirghizistan : Precedent Partner Group
Liban : Lebanese Transparency Association
Libéria : Actions for Genuine Democratic Alternatives
Macédoine : Center for Economic Analyses
Malawi : Malawi Economic Justice Network
Mali : GREAT Mali
Mozambique : Centro de Integridade Pública
Népal : Freedom Forum
Nouvelle-Zélande : Jonathan Dunn
Niger : Alternative Espaces Citoyens
Nigéria : Civil Resource Development and Documentation Centre
Pakistan : Omar Asghar Khan Foundation
Papouasie-Nouvelle-Guinée : Institute of National Affairs
Pologne : Pawel Bialynicki Birula, Université de Cracovie
Portugal : Institute of Public Policy Thomas Jefferson – Correia da Serra
Philippines : Philippine Center for Investigative Journalism
Qatar : Dr. Ashraf Galal Bayoumy
Roumanie : Afrodita Popa
Rwanda : Collectif des Ligues et Associations de Défense des Droits de l'Homme au Rwanda
Sao-Tomé-Et-Principe : Webeto
Sénégal : Groupe d'Etude de Recherche et d'Action pour le Développement
Serbie : Transparency-Serbia
Sierra Leone : Budget Advocacy Network
Afrique du Sud : Public Service Accountability Monitor
Corée du Sud : Keakook Song, Public Audit Research
Sud Soudan : Society for Civic Development
Sri Lanka : Verite Research
Soudan : Nuha Mohamed Abdalla
Suède : Accountability and Transparency for Human Rights

Tadjikistan : Uktam Dzhumaev and the Open Society Institute – Assistance Foundation in Tajikistan

Tanzanie : HakiElimu

Thaïlande : Fiscal Policy Research Institute Foundation

Ouganda : Uganda Debt Network

Royaume-Uni : Joachim Wehner et Steffen Hertog, London School of Economics

Venezuela : Transparencia Venezuela

Vietnam : Center for Development and Integration